

## SOCIÉTÉS ET ÉTATS

La société du monde antique était divisée en citoyens libres et esclaves; aux époques actuelles, les choses ont sincèrement peu évolué dans la mesure où les travailleurs forcés par la faim constituent encore les esclaves modernes, esclaves de fait et non de droit évidemment. La différence des classes est trop patente en effet pour qu'on ne la remarque pas; tout le monde saura facilement distinguer l'aristocratie financière, la haute bourgeoisie industrielle, la moyenne et la petite bourgeoisies des prolétaires des villes, des campagnes et des chômeurs...

Toutes ces différentes existences politiques, économiques et sociales se laissent réduire à 2 principales catégories diamétralement opposées l'une à l'autre et ennemies latentes l'une de l'autre: les classes privilégiées et les classes démunies; les 1ères veulent le maintien des inégalités, les secondes l'égalité et la justice de droit et de fait.

Le monde cultivé, repu et aisé des classes privilégiées défend avec une folle énergie l'ordre étatique, juridique, métaphysique, militaire et policier qu'il considère comme le dernier rempart protégeant les précieux privilèges de l'exploitation économique; ces classes possédantes, parti du passé et de la réaction, s'abritent avec plus ou moins de franchise sous le drapeau de l'autorité de l'État et pourquoi pas sous celui de la dictature militaire?

Les classes démunies, affamées, déchaînées par la passion cherchent inlassablement à instaurer un régime

plus ou moins socialisant, à créer un monde nouveau assis sur les principes éternels de liberté, d'égalité et de justice. Dans tous les États ces principes ne sont tolérés qu'en tant que thèmes innocents d'exercices de rhétorique, de philosophie et de morale platoniques. Ces classes démunies constitueraient le parti de l'avenir et non du passé récent ou lointain révolu.

Il faut être un sophiste avéré ou réellement frappé de cécité pour nier l'existence de l'abîme qui sépare les 2 classes en question: notre monde moderne (tout comme le monde antique) comprend une minorité très restreinte [permettez ce pléonasme] de citoyens privilégiés qui se nourrit aux dépens de l'immense majorité exploitant son labeur, son ignorance et sa misère. Tant qu'existeront ces États, tant que les travailleurs continueront d'être les serfs des propriétaires et des capitalistes, cette liberté dont on parle avec tant d'éclat et de fracas enrichira une minime proportion de la société, ne produisant qu'un seul "bien" qui fera accroître la misère, le grief et la juste révolte des masses ouvrières.

Dans les pays qui se targuent de cultiver la liberté au plus haut degré, aux USA, au Royaume-Uni, en Allemagne, au Japon et en France, par exemple, dans ces pays où l'industrie et le commerce jouissent de la plus grande liberté, dans ces pays qui se flattent d'avoir atteint le niveau le plus haut en matière de développement économique, dans ces pays règne un paupérisme cruel et insupportable; c'est dans ces pays en effet que l'abîme qui sépare les classes possédantes des classes démunies semble s'être élargi à un point inconnu.

Depuis que la Grande Révolution Française de 1789 a fait tomber parmi les masses son évangile, depuis qu'elle a proclamé que tous les hommes sont égaux, depuis qu'elle les a appelés tous à la liberté et à l'humanité, les masses se réveillent partout peu à peu du sommeil qui les avait longtemps tenues éloignées de toute humanisation possible. La 1ère condition de cette humanisation consiste avant tout dans une réforme profonde et systématique des conditions socio-économiques; il va sans dire que la 1ère question qui se pose à juste titre est celle du pain; "l'homme doit être libre des préoccupations de la vie matérielle pour penser, pour sentir librement et pour devenir vraiment homme", disait Aristote. La seconde condition pour le peuple est celle du loisir après le travail, c'est une condition sine qua non de son humanité.

Partout et toujours les masses ont été jusqu'ici vouées aux turpitudes; partout et toujours elles forment l'écrasante majorité de la société volée par une minorité d'exploiteurs et d'opresseurs; mais la misère (même jointe au désespoir) ne suffit pas à susciter la révolution sociale; l'une et l'autre sont capables d'entraîner des révoltes individuelles, des soulèvements ou à la rigueur des insurrections sporadiques; elles ne sont pas déterminantes pour soulever des masses populaires entières; pour cela, il leur faut aussi un idéal qui émane toujours historiquement des profondeurs de l'instinct populaire; il leur faut donc une idée générale de leurs droits et une foi tant ardente que profonde à ces droits; quand cette foi et cet idéal se trouvent réunis côte à côte avec la misère qui pousse le peuple au désespoir, alors la révolution sociale socialisante est toute proche et inéluctable; il n'y aura pas

de force qui puisse l'empêcher d'éclater. La révolution, c'est la guerre, ce n'est pas une joute littéraire où l'on verse de l'encre, où seules les vanités s'entre-tuent dans un débat académique; qui dit guerre dit destruction des hommes et des choses.

Tous les États sans exception--depuis le commencement de l'histoire jusqu'à nos jours--ont été exclusivement fondés (à des degrés de franchise différents) sur la misère et le travail forcé des masses laborieuses, alors que les jouissances matérielles, tous les droits politiques et sociaux ont toujours été le lot des classes privilégiées; les masses n'ont jamais eu pour part que souffrances matérielles, mépris, violences dans toutes les sociétés politiquement organisées; de là donc leurs mécontentements éternels; pourquoi ne se révoltent-elles pas alors puisqu'il en est ainsi? Cela s'explique par le fait qu'elles n'ont pas le sentiment de leurs droits ni la foi dans leur propre puissance; c'est pour cela qu'elles demeurent dans l'esclavage et l'impuissance; elles brouteront encore de l'herbe et fustigées par la faim, elles travailleront encore comme des forcenés pour enrichir leurs patrons.

Avec sa justice, ses banques, ses universités, son administration, ses armées et ses polices, l'État n'est autre chose qu'une forteresse élevée par le privilège contre les masses; depuis le commencement de l'histoire en passant par les États modernes aux XVII<sup>ème</sup> et XVIII<sup>ème</sup> siècles jusqu'à nos jours, il n'y a pas eu de politique du peuple; il n'y a eu que la politique des classes privilégiées qui s'étaient toujours servies de la puissance physique des masses populaires pour se détrôner mutuellement et se

mettre à la place l'une de l'autre. À son tour, le peuple n'a jamais pris parti pour les uns contre les autres que dans le vague espoir qu'au moins l'une de ces révolutions politiques (dont aucune n'a pu se faire sans lui) apportera quelques soulagements à sa misère profonde et à son esclavage millénaire; il s'est toujours trompé; même la Grande Révolution Française l'a trompé; elle a certes tué l'aristocratie nobiliaire et l'a remplacée par la bourgeoisie; il est vrai que le peuple ne s'appelle plus ni esclave ni serf; il est même proclamé libre en droit mais dans le fait son esclavage et sa misère restent les mêmes; les masses populaires continueront ainsi de servir d'instruments à la bourgeoisie: que sa politique s'appelle conservatrice, libérale, radicale, progressiste, socialiste ou même communiste; lors même qu'elle se donnerait les étiquettes les plus révolutionnaires du monde, cette politique bourgeoise--quels que soient son nom et sa couleur-- ne peut viser au fond qu'un seul but: le maintien de la prépondérance des classes du privilège, c'est-à-dire l'esclavage du peuple.

La Politique n'est précisément autre chose que le fonctionnement et l'action de l'État, c'est-à-dire la pratique, l'art et la science de dominer les masses et de les exploiter en faveur justement des classes privilégiées; aussi ces classes s'efforcent-elles d'obscurcir les consciences des masses populaires et leur intelligence naturelle en répandant chez elles l'ignorance, les préjugés politiques, les superstitions, leurs éthiques, le culte de l'État "Père de la Patrie", le culte de la propriété privée, "fille de l'intelligence et de la supériorité de ces mêmes classes", nées pour diriger le monde, le gouverner et

dominer...L'instruction (fondée sur l'expérience et la science) sera l'instrument nécessaire pour dissiper toutes les valeurs aliénantes de ces classes du privilège...

*Paris, café le Solférino, boulevard Saint-Germain-des-Prés, le 24 janvier 2012*